

## Les PPA en France suspendus aux négociations sur l'Arenh



© hpgruesen,

Pixabay

Il a été question de *power purchase agreement* (PPA) lors de la 3ème édition de la Conférence EnR Entreprises organisée aujourd'hui par l'opérateur [Orygeen](#). Malgré la signature de quelques contrats en 2020 avec des acteurs de référence comme Orange ou Aéroports de Paris (ADP), le marché des PPA peine à se développer dans l'Hexagone. La finalisation prochaine des négociations sur l'Accès régulé à l'électricité nucléaire historique (Arenh) n'y est pas étrangère.

### Orange ouvre le bal en 2021

Principale information à retenir de cette table ronde consacrée aux PPA, Orange vient de signer avec « un grand groupe gazier français » (Engie ?) un nouveau contrat sur une centrale solaire qui doit entrer en service en 2022. Le groupe de télécommunications devrait divulguer dans les prochains jours un peu plus de détail sur ce contrat, le deuxième du genre pour Orange après celui conclu l'année dernière avec Boralex sur un parc éolien de 39 MW en sortie d'obligation d'achat. « Nous avons de gros besoins et avons fixé une cible de 350 GWh de PPA en 2025 sur une consommation totale de 2 TWh. Un objectif que nous avons dû limiter en raison d'une certaine famine de projets. On ne trouve pas les parcs dont nous aurions besoin », déplore Christophe Chaillot, directeur du programme green IT & networks.

« Je suis évidemment frustré de ne pas pouvoir répondre à ces demandes exprimées. Il y a encore assez peu de parcs en sortie d'obligation d'achat. Il faudra attendre 2024-2025 pour commencer à voir des capacités significatives. La question du prix est aussi déterminante. Sur ce point, l'année 2021 devrait marquer un tournant avec des coûts de développement EnR qui poursuivront leur baisse et la hausse concomitante du prix de l'Arenh », anticipe Nicolas Wolff, vice-président et directeur général de Boralex. La France finalise en effet avec la Commission européenne les négociations sur l'évolution de ce mécanisme dans le cadre plus large de la restructuration d'EDF (projet Hercule). Le prix du nouvel Arenh devrait se rapprocher des 50 €/MWh, contre 42€/MWh actuellement.



[Visualiser l'article](#)

Ce manque de volumes ne dissuade pas Agregio, l'agrégateur d'EDF, de chercher à innover en matière de PPA pour mieux prendre en compte l'intermittence. « Nous avons des sollicitations de grands comptes qui souhaitent faire réellement correspondre leur consommation d'électricité à la production d'énergies renouvelables, certains visant même le pas horaire en 2030, à l'image de Google. L'éolien et le solaire étant assez complémentaires, nous travaillons sur un produit additionnel solaire associé à de l'éolien en obligation d'achat », explique Sylvain Guédon, directeur général d'Agregio. Il espère le commercialiser à partir de cette année.

### **ADP regarde encore la géothermie**

Un an après avoir signé son premier PPA avec Urbasolar et Gazel Energie , le groupe ADP réaffirme son ambition en matière d'énergies renouvelables et ce, malgré l'impact de la crise sanitaire sur le transport aérien. « En 2020, nous avons constaté une baisse de 64% du trafic, et cela comprend deux mois normaux (janvier et février). Nous avons dû fermer des terminaux et cela a bien sûr une incidence sur notre demande d'énergie. Pour autant, les PPA rentrent largement dans notre consommation de base, donc nous poursuivons nos efforts », indique Yannaël Billard, responsable du pôle Environnement – Énergie.

Le groupe ADP ne se limite pas à l'électricité et va également lancer des projets en matière de chaleur renouvelable. L'aéroport d'Orly est déjà approvisionné depuis 2011 par une centrale géothermique produisant entre 25 et 30 GWh par an. C'est également le cas sur le site de Charles de Gaulle où l'entreprise souhaite signer un PPA pour deux nouveaux doublets avec un objectif de 150 GWh additionnels. Cela permettrait de couvrir les deux tiers des besoins de chaleur de l'aéroport.

*Last but not least* , ADP a déposé en octobre un dossier au nouveau fond Innovation de la Commission européenne, pour un projet de stockage du CO2 dans le sous-sol. Affaire à suivre.